

Séance du 12 Avril 2019 - 18h00

**Délibération N°2019/025**  
**Date de convocation : 02 Avril 2019**  
**Nombre de conseillers en exercice : 74**

Avesnes-Les-Aubert

Bazuel

Beaumont-en-Cis

Beauvois-en-Cis

Bertry

Béthencourt

Béviliers

Boussières-en-Cis

Briastre

Busigny

Carnières

Catillon-sur-Sambre

Cattenières

Caudry

Caullery

Clary

Dehéries

Élincourt

Estourmel

Fontaine-au-Pire

Haucourt-en-Cis

Honnechy

Inchy

La Groise

Le Cateau-Cambrésis

Le Pommereuil

Ligny-en-Cis

Malincourt

Maretz

Maurois

Mazinghien

Montay

Montigny-en-Cis

Neuvilly

Ors

Quiévy

Rejet-de-Beaulieu

Reumont

Saint-Aubert

Saint-Benin

Saint-Hilaire-Lez-Cambrai

Saint-Souplet-Escaufourt

Saint-Vaast-en-Cis

Troisvilles

Villers-Outréaux

Walincourt-Selvigny

**L'an deux mille dix-neuf, le 12 Avril 2019 à dix-huit heures, les membres du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis se sont réunis au Foyer Schweitzer, à Caudry, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Serge SIMEON, Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis.**

**Etaient présents (52 titulaires - 3 suppléants) :**

Alexandre BASQUIN

Hubert DEJARDIN

Nathalie GAVE

Laurent LOIGNON

Thierry WALEMME (S)

Agnès BERANGER

Denis COLLIN

Liliane RICHOMME

Martine THUILLIEZ

Gerard TAISNE

Jean - Louis CAUDRELIER

Annie DORLOT

Serge SIMEON

Louis COQUELLE (S)

Michel GOURAUD

Daniel BLAIRON

Roger TIERCE (S)

Jean-Paul CAILLIEZ

Chantal MAILLY

Denise LESAGE

Yannick HERBET

Christian Payen

Jean-Pierre THIEULEUX

Francis LEBLON

Didier BONIFACE

Régine DHOLLANDE

Alain RIQUET

Sandrine TRIUX

Gilles PELLETIER

Karine ELOIR

Bruno MANNEL

Pascal FOULON

Pascal COQUELLE

Didier BLEUSE

Augustine NOIRMAIN

Henri QUONIOU

Axelle DOERLER

Jean Félix MACAREZ

Jacques OLIVIER

Pierre - Henri DUDANT

Brigitte ROLAND - BEC

Dominique LAMOURET

Frédéric BRICOUT

Bernard POULAIN

Francis STOCLET

Alain GOETGHELUCK

Patrice BONIFACE

Laurent COULON

Isabelle PIERARD

Janine TOURAINNE

Michel HENNEQUART

Jacky DUMINY

Daniel CATTIAUX

Pascal ROELS

Daniel FIEVET

**Membre excusé (1) :**

Pascal LEVEQUE

**Membres absents (5) :**

Brigitte PRUVOST, Jean -Claude GERARD, Bertrand LEFEBVRE, Marc DUFRENNE, Jean -Pierre RICHEZ,

**Membres ayant donné procuration (13) :**

Vincent WAXIN à Alexandre BASQUIN, Virginie LE BERRIGAUD à Yannick HERBET, Christian PECQUEUX à Michel HENNEQUART, Alban BAJODEK à Liliane RICHOMME, Anne - Sophie MERY -DUEZ à Frédéric BRICOUT, Pierre LEVEQUE à Martine THUILLIEZ, Pierre LAUDE à Gérard TAISNE, Bernard PLET à Pascal FOULON, Charles BLANGIS à Serge SIMEON, Joseph MODARELLI à Annie DORLOT, Laurence RIBES à Karine ELOIR, Maurice DEFAUX à Daniel BLAIRON, Stéphane JUMEAUX à Jacques OLIVIER

Madame Axelle DOERLER est élue secrétaire de séance.

Communauté d'Agglomération du Caudrésis-Catésis

Siège et bureaux : Rue Victor Watremez - RD643

ZA du bout des dix neuf - 59157 Beauvois-en-Cis

Téléphone : 03 27 75 84 79 - www.caudresis-catesis.fr

**Objet : Protocole d'accord pour reconduire le plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) du Cambrésis du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2019**

Monsieur le Président expose,

**Vus :**

- la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et plus particulièrement son article 16 codifié à l'article L 5131-2 du Code du travail ;
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale modifiée et notamment en référence à l'article L.311-1 du Code du travail ;
- la loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion modifiée et notamment en référence aux articles L. 115-2, L. 262-29, L. 262-32, L. 262-33, L. 262-39 et L. 263-2 du Code de l'action sociale et des familles ;
- la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée notamment en son article 78 ;
- la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 relative au développement des Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) ;
- la décision de la Commission européenne du 10 octobre 2014 n° C(2014)7454 portant adoption du « programme opérationnel national FSE pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole » ;
- le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;
- le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- le Règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;
- le Règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de

compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

- le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n°2003-1088 du 18 novembre 2003 ;
- le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, tel que modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017 ;
- l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- l'instruction DGEFP n°2009-22 du 8 juin 2009 relative aux modalités de financement de l'activité des Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) conventionnés en tant qu'organismes intermédiaires (dans l'attente d'un éventuel texte nouveau pour la période 2014-2020) ;
- les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- l'accord-cadre entre la DGEFP, l'ADF et AVE signé le 9 décembre 2014 ;
- les Pacte Territoriaux d'Insertion du Nord couvrant la période du présent protocole ;
- les délibérations des intercommunalités du Cambrésis ;
- la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Nord du 05 février 2019 ;
- la délibération à venir du Conseil d'administration de Cambrésis Emploi ;
- l'avis du Comité de programmation réuni le 02 octobre 2015 ;
- la notification de la décision de l'autorité de gestion déléguée, en date du 05 octobre 2015 ;
- la convention de subvention globale du Fonds Social Européen déléguée à OCAPLIE, numéro 201500030, portant sur la période 2015-2017, signée, notifiée, et rendue exécutoire le 29 février 2016 ;
- l'avenant numéro un à la convention de subvention globale du Fonds Social Européen déléguée à OCAPLIE, numéro 201500030, portant sur la période 2015-2017, signé, notifiée, et rendu exécutoire le 22 décembre 2017 ;
- les éventuels avenants à venir et à signer la convention de subvention globale du Fonds Social Européen déléguée à OCAPLIE, numéro 201500030, portant sur la période 2015-2017 ;
- l'avis du Comité de programmation réuni le 29 mars 2018 ;
- la notification de la décision de l'autorité de gestion déléguée, en date du 30 mars 2018 ;
- la convention de subvention globale du Fonds Social Européen déléguée à OCAPLIE, numéro 201800001, portant sur la période 2018-2020, signée le 18 juin 2018, notifiée, et rendue exécutoire le 25 juin 2018 ;
- les éventuels avenants à venir et à signer la convention de subvention globale du Fonds Social Européen déléguée à OCAPLIE, numéro 201800001, portant sur la période 2018-2020.



**Considérant que,**

Les intercommunalités du Cambrésis se sont engagées dans la mise en œuvre d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) pour ses trois premiers protocoles dont l'objectif principal était d'amener vers l'emploi durable des personnes très éloignées du marché du travail en s'appuyant sur le tissu économique local :

- le premier protocole du PLIE du Cambrésis a été signé le 14 juin 2004 pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2003 au 31 décembre 2006 avec prorogation par voie d'avenant jusqu'au 30 juin 2007 ;
- le deuxième protocole du PLIE du Cambrésis a été signé le 27 juillet 2009 pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 31 décembre 2011 ;
- le troisième protocole du PLIE du Cambrésis a été signé le 25 septembre 2014 pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2014.

Le taux de sortie à l'emploi durable ou à une formation qualifiante a été de 50,61% sur la durée des trois protocoles.

Cependant les indicateurs montrent la nécessité de poursuivre l'effort.

C'est dans ce contexte que les principaux partenaires et opérateurs du PLIE du Cambrésis ont été consultés sur les objectifs, le contenu et l'organisation du dispositif dans le cadre d'un nouveau protocole. C'est à l'issue de ce travail collectif que le programme, présenté ci-après, a été retenu par les signataires.

Ce protocole s'inscrit notamment dans :

- l'axe 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion »,
- l'objectif thématique 3.9 « Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination », et,
- la priorité d'investissement 3.9.1 « L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi », du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, et dans le cadre des conventions de subventions globales du Fonds Social Européen déléguées à l'organisme intermédiaire OCAPLIE, dont Cambrésis Emploi est membre. La gestion de l'axe prioritaire 4 « Assistance technique », objectif spécifique 4.0.0.1 « Piloter, coordonner, animer, évaluer le programme opérationnel national et appuyer sa mise en œuvre » est confiée à OCAPLIE.

Face à la nécessité de ramener vers l'emploi durable une partie des habitants du Cambrésis,

- l'Etat, représenté par le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord, Michel LALANDE ;
- les intercommunalités du Cambrésis, représentées par leurs Présidents ;
- le Département du Nord, représenté par son Président, Monsieur Jean-René LECERF,
- l'association Cambrésis Emploi, support juridique, gestionnaire du PLIE du Cambrésis, représentée par son Président, Monsieur Hubert DEJARDIN,

ont donc décidé de s'engager conjointement dans la poursuite de la mise en œuvre d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Cambrésis pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2019 inclus.

Ce plan s'inscrit dans un cadre politique de lutte contre le chômage et l'exclusion, de promotion de l'emploi et de l'inclusion, et s'adresse aux hommes et aux femmes, jeunes et adultes qui, par manque de qualification ou d'expérience professionnelle, ou en raison d'une situation personnelle ou sociale particulière, ont des difficultés majeures à trouver un emploi.

Monsieur le Président propose au conseil communautaire :

- de s'engager dans la poursuite de la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) du Cambrésis pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2019 inclus ;
- de valider les modalités opérationnelles et financières précisées dans le Protocole d'Accord liant les parties ;
- d'autoriser monsieur le Président à signer le présent protocole d'accord et ses avenants éventuels.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Certifié exécutoire par le Président  
Compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture  
Le 25 Avril 2019  
et de la publication le 25 Avril 2019

Pour expédition conforme  
Beauvois-en-Cis, le 25 Avril 2019

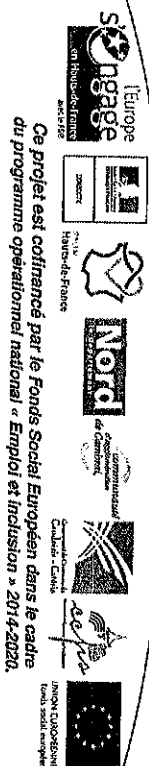
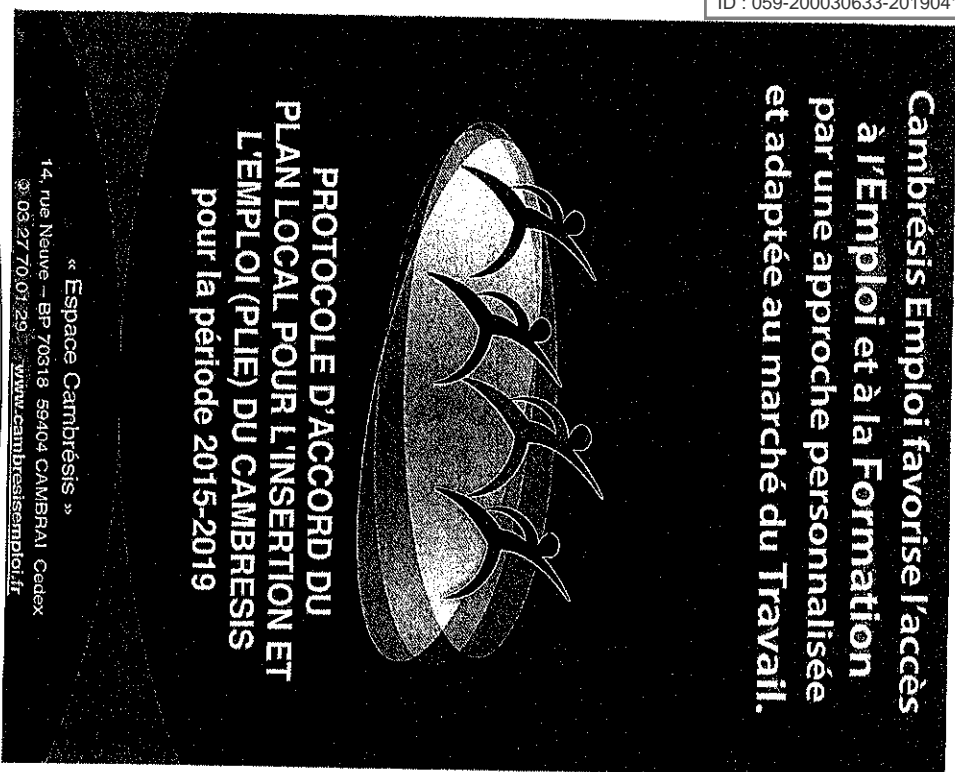
Vu,

Le Président,  
Maire du CATEAU-CAMBRESIS  
Conseiller Régional

Serge SIMEON

*Document annexé : Protocole d'accord*

**IMPORTANT**  
*DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421 - 1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de notification et/ou de sa publication.*



Ce projet est cofinancé par le Fonds Social Européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020.

## SOMMAIRE

	<u>PAGE</u>
<u>PREAMBULE</u>	7
Les résultats des trois premiers protocoles et années 2015, 2016 et 2017	8
Caractéristiques socio-économiques du territoire	9
1. La population active	9
2. Les établissements en Cambrésis	10
3. Cartographie de la répartition des secteurs d'activité	11
4. Les zones d'activité	13
<u>ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	14
1.1 Engagement des signataires	14
1.2 Durée du protocole	14
1.3 Territoire d'intervention	14
<u>ARTICLE 2 - PRINCIPES D'ACTION DU PLIE ET AXES PRIORITAIRES D'INTERVENTION</u>	15
<u>ARTICLE 3 - LES PARTICIPANTS ET LES OBJECTIFS DU PLIE</u>	15
3.1 Les participants, public cible du PLIE et les conditions de leur intégration	15
3.2 Les objectifs quantitatifs	16
3.3 Les objectifs qualitatifs	17
3.3.1. Organisation des parcours	17
3.3.2. Actions d'accompagnement	17
3.3.3. Relations avec les entreprises	18
3.3.4. Actions de formations	18
3.3.5. Insertion par l'Activité Économique	18

## SOMMAIRE (suite)

<u>PAGE</u>	
<b>18</b>	<b>ARTICLE 4 - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU PLIE</b>
<b>19</b>	<b>4.1 Le Conseil d'Administration de Cambrésis Emploi</b>
<b>19</b>	<b>4.2 Le Conseil d'Administration de l'organisme Intermédiaire OCAPLIE</b>
<b>20</b>	<b>4.3 Le Comité de Pilotage du PLIE du Cambrésis</b>
<b>21</b>	<b>4.4 Le Comité Opérationnel Technique du PLIE du Cambrésis</b>
<b>21</b>	<b>4.5 Le Comité d'Accès et de Suivi (COAS) du PLIE du Cambrésis</b>
<b>22</b>	<b>4.6 Le comité stratégique et la Commission de Validation du Pôle Formation (CVPF) du PLIE du Cambrésis (jusqu'au 31 décembre 2017)</b>
<b>23</b>	<b>4.7 La structure d'animation du PLIE du Cambrésis</b>
<b>23</b>	<b>ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES</b>
	<b>DE CHAQUE SIGNATAIRE</b>
<b>23</b>	<b>5.1 Les engagements des intercommunalités</b>
<b>24</b>	<b>5.2 Les engagements de l'État</b>
<b>24</b>	<b>5.3 Les engagements du Département</b>
<b>25</b>	<b>5.4 Le partenariat avec la Région Nord Pas-de-Calais, puis Hauts-de-France</b>
<b>25</b>	<b>ARTICLE 6 - SUIVI ET ÉVALUATION</b>

## PROTOCOLE D'ACCORD DU PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI (PLIE) DU CAMBRÉSIS pour la période 2015-2019

- Vu :**
- la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et plus particulièrement son article 16 codifié à l'article L 5131-2 du Code du travail ;
  - la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
  - la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés ;
  - la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale modifiée et notamment en référence à l'article L.311-1 du Code du travail ;
  - la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion modifiée et notamment en référence aux articles L. 115-2, L. 262-29, L. 262-32, L. 262-33, L. 262-39 et L. 263-2 du Code de l'action sociale et des familles ;
  - la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée notamment en son article 78 ;
  - la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 relative au développement des Plans Locaux plurannuels pour l'insertion et l'emploi (PLIE) ;
  - la décision de la Commission européenne du 10 octobre 2014 n° C(2014)7454 portant adoption du « programme opérationnel national FSE pour l'emploi et l'inclusion en métropole » ;
  - le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;
  - le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;
  - le Règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le Règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;
  - le Règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

- la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de services publics octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n°2003-1088 du 18 novembre 2003 ;
- le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, tel que modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017 ;
- l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et décret n°2016-560 du 25 mars 2016 ;
- l'instruction DGEHP n°2009-22 du 8 juin 2009 relative aux modalités de financement de l'activité des Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) conventionnés en tant qu'organismes intermédiaires (dans l'attente d'un éventuel texte nouveau pour la période 2014-2020) ;
- les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférents et à venir ;
- l'accord-cadre entre la DGEHP, l'ADF et AVE signé le 9 décembre 2014 ;
- les Pactes Territoriaux d'insertion du Nord couvrant la période du présent protocole ;
- la délibération n°..... du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Cambrai en date du ..... ;
- la délibération n°..... du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Caudréis et du Caudréis en date du ..... ;
- la délibération n°..... du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Solesmois en date du ..... ;
- la délibération n°..... de la Commission permanente du Conseil départemental du Nord en date du ..... ;
- la délibération du Conseil d'Administration de Cambrésis Emploi du 12 décembre 2018 ;
- l'avis du Comité de programmation réuni le 02 octobre 2015 ;
- la notification de la décision de l'autorité de gestion déléguée, en date du 05 octobre 2015 ;

- la convention de subvention globale du Fonds Social Européen déléguée à OCAPILE, numéro 201500030, portant sur la période 2015-2017, signée, notifiée, et rendue exécutoire le 29 février 2016 ;
- l'avenant numéro un à la convention de subvention globale du Fonds Social Européen déléguée à OCAPILE, numéro 201500030, portant sur la période 2015-2017, signé, notifié, et rendu exécutoire le 22 décembre 2017 ;
- les éventuels avenants à venir et à signer la convention de subvention globale du Fonds Social Européen déléguée à OCAPILE, numéro 201500030, portant sur la période 2015-2017 ;
- l'avis du Comité de programmation réuni le 29 mars 2018 ;
- la notification de la décision de l'autorité de gestion déléguée, en date du 30 mars 2018 ;
- la convention de subvention globale du Fonds Social Européen déléguée à OCAPILE, numéro 201800031, portant sur la période 2018-2020, signée le 18 juin 2018, notifiée, et rendue exécutoire le 25 juin 2018 ;
- les éventuels avenants à venir et à signer la convention de subvention globale du Fonds Social Européen déléguée à OCAPILE, numéro 201800031, portant sur la période 2018-2020.

#### Entre :

L'Etat, représenté par le Préfet de la Région Haute-de-France,  
Monsieur Michel LALANDE

Le Département Du Nord, représenté par son Président,  
Monsieur Jean-René LECHEF

La Communauté d'Agglomération de Cambrai, représentée par son Président,  
Monsieur François-Xavier VILLAIN

La Communauté de Communes du Caudréis et du Caudréis, représentée par son Président,  
Monsieur Serge SIMON

La Communauté de Communes du Pays Solesmois, représentée par son Président,  
Monsieur Georges FILLARDY

L'association Cambrésis Emploi structure juridique porteuse du PLIE du Cambrésis,  
représentée par son Président,  
Monsieur Hubert DEJARDIN



Il est convenu ce qui suit :

#### PRÉAMBULE

L'instruction DCEEP 2009-22 du 8 juin 2009 rappelle que « les Plans Locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi constituent un outil de proximité au service des acteurs durablement exclus du marché du travail.  
Leur objet est de mobiliser et de renforcer l'ensemble des moyens concourant à l'accompagnement des publics, via la mise en œuvre de parcours vers l'emploi adaptés à chaque situation individuelle. Résultat d'une initiative des collectivités locales, les PLE se définissent comme des entités opérationnelles, associant, à l'échelle d'une ou plusieurs communes, l'ensemble des acteurs institutionnels et des partenaires socio-économiques concernés. Dans cette perspective, ils ont la possibilité de contribuer au financement d'actions d'accompagnement et/ou de sélection des projets éligibles au FSE ».

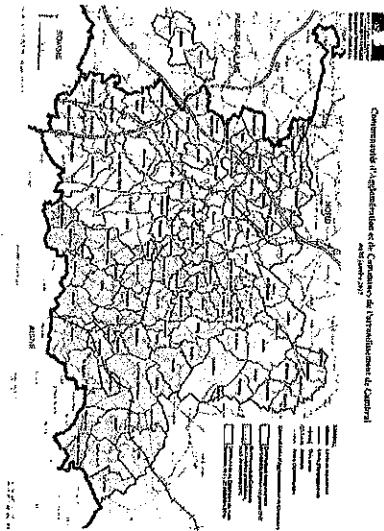
#### Historique des protocoles du PLE du Cambresis :

- Le premier protocole du PLE du Cambresis a été signé le 14 juin 2004 pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2003 au 31 décembre 2006 avec prorogation par vote d'avenant jusqu'au 30 juin 2007 ;
- Le deuxième protocole du PLE du Cambresis a été signé le 27 juillet 2009 pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 31 décembre 2011 ;
- Le troisième protocole du PLE du Cambresis a été signé le 25 septembre 2014 pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2014 ;
- Le quatrième protocole du PLE du Cambresis correspond à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2019.

Pour l'année 2015, les objectifs ont été validés au Comité de Pilotage du PLE du 19 octobre 2015.

Porté juridiquement par Cambresis Emploi, association loi 1901, le PLE du Cambresis exerce son activité pour l'ensemble du bassin qui est composé de 116 communes regroupées au 1<sup>er</sup> janvier 2017 en trois intercommunalités (deux Communautés de Communes et la Communauté d'Agglomération de Cambrai).

La population totale s'élève à 164,540 habitants (recensement INSEE 2016 publié au 1<sup>er</sup> janvier 2019).



726

Composition géographique du PLE du Cambresis, des adhérents au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

- Communauté d'Agglomération de Cambrai,
  - Communauté de Communes de la Vacquerie,
  - Communauté de Communes du Catésis et du Catésis, et,
  - Communauté de Communes du Pays Solesmois.
- A noter, la fusion de la Communauté de Communes de la Vacquerie avec la Communauté d'Agglomération de Cambrai au 01<sup>er</sup> janvier 2017.

Dans l'arrondissement du Cambresis, deux territoires "pilotage de la ville" sont concernés :

- Cambrai : quatre quartiers (Vieux Centre-Ville Saint Océy, Amérique, Résidence d'Ennas, Saint Roch) ;
- Cauchy : un quartier (Centre Ville, Gambeaux).

La mise en place de la réforme de l'État et le changement de périmètre de la Région et de certaines intercommunalités nous amènent à signer ce protocole en 2018, même si les travaux de rédaction avaient démarré dès le 1<sup>er</sup> juin 2015 entre les services de l'État et les PLE.

#### Les résultats des trois premiers protocoles et années 2015, 2016 et 2017

RÉSULTATS DU PLE DU CAMBRESIS DE 2003 à 2017					
ANNÉES	ENTRÉES PRÉVISIONNELLES	ENTRÉES RÉALISÉES	SORTIES POSITIVES RÉALISÉES	SORTIES AUTRES RÉALISÉES	
2003 (sept à déc)	100	112	0	1	
2004	350	353	21	44	
2005	350	265	112	79	
2006	200	308	115	119	
1 <sup>er</sup> semestre 2007	100	125	52	61	
2 <sup>nd</sup> semestre 2007	100	82	64	51	
2008	200	239	87	94	
2009	200	166	91	92	
2010	200	149	95	81	
2011	160	189	88	83	
2012	160	130	89	86	
2013	120	168	65	66	
2014	160	175	78	77	
2015	160	99	81	81	
2016	160	109	71	78	
2017	160	189	85	86	
TOTAL	2 880	2 858	1 194	1 179	
					2 373
					99 % DES ENTRÉES RÉALISÉES
					50,3 % DE SORTIES POSITIVES

826

### Caractéristiques socio-économiques du territoire

Le Cambrésis est un arrousissement d'une superficie de 90 158 hectares. Il assure la limite Sud-ouest du Département du Nord avec l'Aisne et le Pas-de-Calais (arrousissement d'Arras), l'A.T.E.S. Il est limité par le Parc Naturel Régional de l'Avesnois (dix communes font parties de l'arrousissement de Cambray). C'est un territoire de plaine/plaieau, de grandes cultures céréalières, emalle de différences vallées, qui commencent à devenir bocager sur ses confins orientaux.

Le Cameroun est une territoire principalement rural composé de nombreux espaces agricoles (70%). Il fait partie des zones les moins développées, pauvres du Nord-est de l'Afrique. Néanmoins, il possède un nombre non négligeable d'unités urbaines (12 au total) qui regroupent plus de la moitié des habitants. Cette mixité rurale/urbain constitue une spécificité importante et c'est sur elle que repose l'un des principaux enjeux de son développement : la cohésion et la solidarité entre les espaces ruraux et les espaces urbains.

La partie Ouest du territoire se structure autour de Cambrai, pôle urbain du territoire avec un rayonnement allant au-delà du Cambrésis. L'Est est plus rural avec une structuration autour de 3 pôles : Caudry, le Cateau-Cambrésis et Solesmes.

Situé au « carrefour de l'Europe », le Cambésis bénéficie d'un emplacement géographique très favorable. Le territoire se situe à proximité immédiate des autoroutes A2 « Paris-Bruxelles » et A26 « Calais-Reims », permettant un accès rapide aux grandes métropoles européennes.

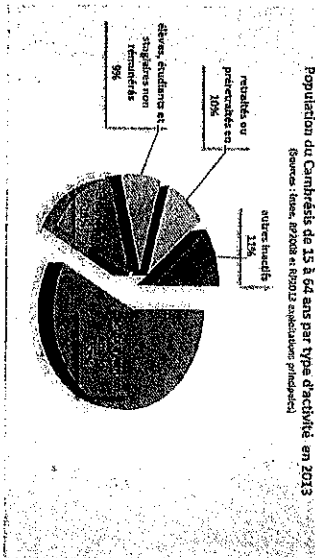
## 1. La population active

Population de 15 à 64 ans par type d'activité (Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales)

	Région de Combrétils		Région NADIC	
	2013	2008 variation	2013	2008 variation
Population de 15 à 64 ans par type d'activité (Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales)				
actifs en %	71	69 ↓ 1,5	69	67 ↓ 2
actifs ayant un emploi en %	58	56 ↓ 1,1	57	57 → 0,1
chômeurs en %	13	11 ↓ 2,6	12	10 ↓ 1,9
inactifs en %	29	31 ↓ 1,5	31	33 ↓ 2
élèves, étudiants ou stagiaires non rémunérés en %	9	9 ↓ 0,5	11	12 ↓ 0,7
retraités ou préretraités en %	10	9 → 0,1	8	8 → 0,1
autres inactifs en %	11	12 ↓ 1,1	11	13 ↓ 1,2
Totaux	102 724	102 116 → 0,06%	126 534	126 536 → -0,4

**Sources :** Internet, RP2008 & RP2012 expenditures principles

Population du Cambrésis de 15 à 64 ans par type d'activité en 2013



## 2. Les établissements en Cambodgiens

Entre 2008 et 2013, a été enregistrée une augmentation du nombre de personnes actives sur le Cambrésis (+1,50%) et en Région Nord-Pas-de-Calais (+2%). Sur la même période, le nombre de chômeurs dans la bassin du Cambrésis a augmenté de +2,60% contre 1,90% au niveau régional.

Nous notons également une diminution du nombre d'incidents, du nombre d'élèves et d'étudiants, et du nombre des autres incidents.

**THE DISTANCE BETWEEN THE**

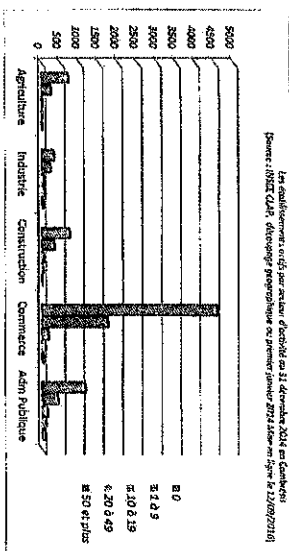
les 1-64 ans avec dans le même temps une très légère augmentation des actifs ayant un emploi. Sur le bassin du Cambrésis, c'est l'inverse : une augmentation de la population et une baisse des actifs ayant un emploi.

Le taux de chômage s'est particulièrement élevé au Cameroun, par rapport aux autres pays régionaux et nationaux. Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, un nombre total de 11 471 établissements actifs. Ce total représente une augmentation de 10,74 % par rapport à l'année 2010 (10 066 établissements actifs). Cette variation permet de se rendre compte de l'impact du chômage sur tous les ans de la situation du territoire en matière de création et/ou de maintien d'emplois. C'est un résultat important qui doit conduire à souligner, parce qu'il a existé, une réduction de 4,30 % du nombre d'entreprises en une seule année, entre 2000 et 2010.

Le secteur du commerce, des transports et services, représente à lui seul 58,72 % du nombre total des établissements actifs. C'est le secteur ayant la part la plus importante, suivi de l'administration publique, de l'enseignement et la santé, secteur qui représente une part inférieure de 16,24 %.

des établissements qui ont moins de 10 salariés.

Les établissements de 50 salariés et plus ne représentent qu'une part de 1,35% qui est constituée en grande partie des établissements de l'administration publique, l'enseignement et la santé, suivis par les établissements industriels et ceux du commerce.



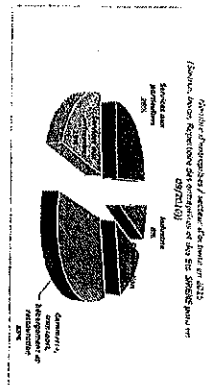
**Tableau : Classification des établissements actifs selon le nombre de salariés**  
[Sources : INSEE, Clad, découpage géographique au premier janvier 2015 (INSEE en ligne le 12/09/2016).]

	Number of studies	Significance	Correlation	Commerce	Admin	Public	Total	%
0	697	312	774	455	1177	1177	6832	58.32
1-5	239	215	306	376	711	711	2904	24.09
6	57	57	46	165	195	195	3480	29.59
201-68	6	5	26	48	92	92	388	3.28
501-6105	1	35	4	35	75	75	1351	1.15
Total	991	631	1105	636	1307	1307	6832	100
	8.35%	6.11%	40.10%	37.29%	16.50%			

Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2015

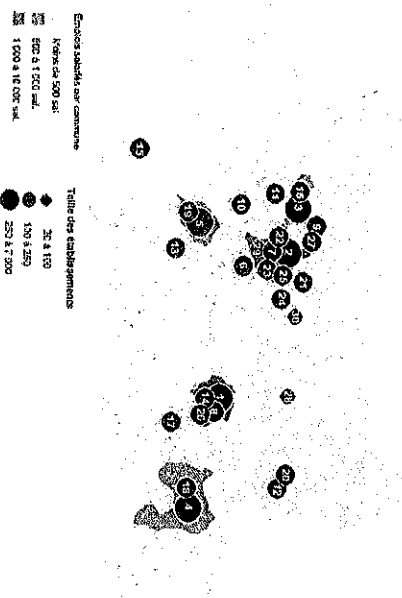
	Nombre	%
Ensemble	6629	100
Industrie	557	8
Construction	908	14
Commerce, transport, hébergement et restauration	2172	33
Services aux entreprises	1279	19
Services aux particuliers	1712	26

Champ : activités marchandes hors agriculture.  
 Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) du 09/2016.



Le secteur du Commerce, Transport, Hébergement et Restauration reste le secteur dans lequel est enregistré le plus grand nombre de créations d'entreprises. (33%) suivi du secteur des services aux particuliers (26%). Le secteur de l'industrie enregistre le taux le plus bas de création d'entreprises, soit 8%.

### 3. Cartographie de la répartition des secteurs d'activité



SCHEMA : L'ANALYSE DES ENTREPRISES DE LA ZONE D'EMPLOI DE CAMBÉZIS

### Industrie et services :

L'agroalimentaire est un des secteurs essentiels du territoire.

De nombreuses activités sont recensées et contribuent au développement économique de l'agglomération. L'emploi salarié privé du secteur « alimentaire » est uniquement pour les industries représente plus de 36% du total des emplois avec 105 établissements recensés en 2015.

- Les entreprises du Cambéziis sont présentes dans les filières :
- de l'alimentation animale.
  - de la viande - bovin - porc - volaille - saumon.
  - des produits laitiers.
  - de la boucherie.
  - des produits transformés.
  - des ingrédients et produits alimentaires intermédiaires.

Les plus grandes entreprises en termes d'effectifs sont : Horeau, Fleury Michon, Tadeo, Carita, Royal Canin et Nidale Bâtiment. Un secteur qui s'est structuré et qui est accompagné.

Né en 2010 de la volonté de créer une dynamique dédiée à l'agroalimentaire, premier secteur industriel régional. Agroparc est une association au service des entreprises de la filière et notamment des PME et ETI.

- Le Pôle Agroparc a pour missions :
- d'accompagner les grandes entreprises de la filière pour définir une ligne d'actions adaptées aux besoins des entreprises
  - d'accompagner les entreprises agroalimentaires de façon individuelle ou collective pour répondre à leurs problématiques quotidiennes en leur proposant des ateliers, des séances d'informations, des rencontres d'élites, des études ou encore en travaillant à la coordination de projets visant à mobiliser de multiples partenaires...
  - de promouvoir la filière agroalimentaire régionale, de renforcer son attractivité et de défendre ses intérêts.

### Textile habillement et cuir :

- La Textile en région Ille-et-Vilaine représente :
- 450 entreprises et 14 500 salariés ;
  - 17% de l'activité nationale, 2ème région de France ;
  - un effectif moyen de 40 salariés ;
  - Une évolution des entreprises vers l'innovation et la conquête de nouveaux marchés.

La filière est principalement constituée de très petites entreprises (57%) et petites entreprises (32%).

La Textile sur le territoire du Cambéziis :

- Plus de 120 entreprises et plus de 2500 salariés
- 25% de l'activité régionale
- une majorité d'entreprises « Textile » :
- Dentelle.
- Broderie.
- Textiles techniques.
- Confection.

La Dentelle est un secteur historique du Cambéziis. Bien qu'ayant beaucoup souffert au cours de plusieurs décennies, ce secteur d'activité demeure un secteur emblématique et avec un savoir-faire reconnu. Le Cambéziis se distingue par ses activités de Broderie dont les applications sont nombreuses (vêtements, lingerie, linge de maison...). Sur le Cambéziis sont notamment présents : Pivonien, Encussons Laveaux, Broderies Bougeois, Broderies Laveaux et Fils, Cambrai Broderie, etc.

La Dentelle est également un secteur bien représenté avec : Solistes, Sophie Filature, Jean Bracy, Méry, etc.

Pour survivre ou se développer, les entreprises doivent innover et miser sur la qualité et la création. Elles sont de plus en plus confrontées à la concurrence internationale qui les oblige à s'adapter et à investir pour garder une place économiquement viable. Néanmoins, on constate un certain regain depuis quelques temps pour certaines entreprises.

Le secteur du tissage et du textile technique fait partie des évolutions pour permettre la création et le développement de nouveaux produits ou matériaux. On retrouve ici des entreprises comme Duflo, Industex, Bouillon Innovation, Carpentier-Poux, etc.

Malgré le secteur de la confection n'est pas en crise et regroupe également de grands noms tels Hycell, Sollex, Tralunga, Parhau, etc.

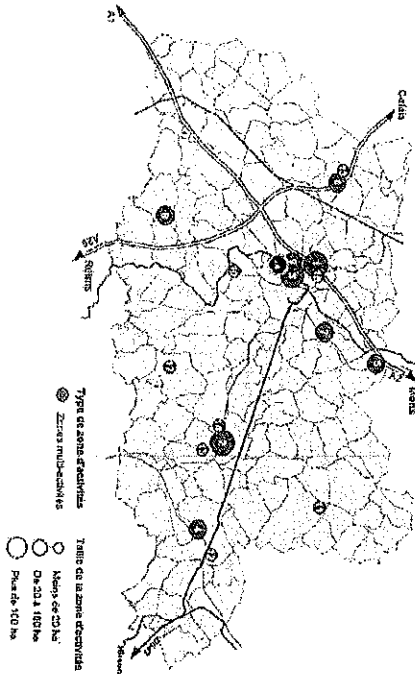
Le secteur Textile est important mais doit une sphère concurrentielle internationale accrue qui oblige à la vigilance et à l'innovation. Le secteur s'est aussi soustrait avec la création de Labels ou regroupements permettant de travailler sur l'innovation et les évolutions des entreprises au global :

- Label Nord Tiers Textile : Label d'excellence permettant de valoriser les productions produites localement « Terroir - Tradition - Innovation ».
- Club UPTEX : approche universelle et coordonnée de l'innovation au profit des entreprises adhérentes.
- L'objectif est de renforcer la performance et améliorer l'écologie.
- Création du CERI : Centre Européen des Textiles Innovants. Un lieu unique au monde pour accompagner les entreprises sur les évolutions numériques et le digital.

- L'Union des Industries Textiles : porte-parole des entreprises sur le plan national. L'Union est dédiée territorialement avec une approche des ressources humaines dédiées afin d'anticiper et de travailler sur les particularités de chaque territoire.

Le secteur est donc un secteur en mouvement et en recherche de compétences.

#### 4. Les zones d'activité



## ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les orientations du P.L.I.E. se doivent de tenir compte des orientations du Programme Opérationnel National pour la période 2014-2020, des décisions gouvernementales en matière de contrat aidé, ainsi que des autres mesures d'aide à l'emploi et de soutien à la création d'emploi dans le secteur marchand.

Elles intègrent les orientations du Conseil Départemental pour la mise en œuvre du Plan Départemental d'Innovation (PDI), ainsi que celles du Conseil Régional (Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation) et sa déclinaison locale (Plan Local de Développement Économique).

Le protocole formalise l'acte politique qui détermine les objectifs locaux du P.L.I.E.

### 1.1 Engagement des signataires

Les signataires du présent protocole reconnaissent que le P.L.I.E. est un projet collectif territorial qui, pour bien fonctionner, implique de respecter les principes suivants :

- Définir de manière collective la stratégie qu'ils entendent conduire au travers du P.L.I.E. en faveur de l'insertion et de l'emploi des personnes en difficulté du territoire, ce qui passe notamment par l'apport des informations suffisantes et nécessaires par ceux qui les déclinent et leur mise en débat collective ;
- Mobiliser le plus largement possible l'ensemble des moyens, humains et financiers, permettant au P.L.I.E. d'atteindre ses objectifs tant qualitatifs que quantitatifs ;
- S'assurer régulièrement que les objectifs quantitatifs et qualitatifs visés par le P.L.I.E. sont partagés par l'ensemble de leurs équipes et celles des dispositifs partenaires dont ils contribuent à l'animation et/ou au financement ;
- En tant que de besoin, adapter les outils et les dispositifs qu'ils financent ou mettent en œuvre pour que leur action soit bien articulée avec celle du P.L.I.E. et arbitrer en cas de conflit entre les dispositifs et/ou les personnes qui les animent ;
- Faire en sorte que dans les différents instances du P.L.I.E. une continuité de la représentation des partenaires signataires soit assurée ;
- Évaluer collectivement l'action du P.L.I.E. notamment en termes d'impact sur les participants, et, sur cette base, ajuster en continu les éléments de programmation.

### 1.2 Durée du protocole

Le présent Protocole d'accord engage ses signataires pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2019, soit une durée de 5 ans.

Cependant, dans un contexte où d'importantes modifications du rôle et du périmètre de responsabilités des collectivités territoriales en matière d'emploi et d'insertion sont attendues, les signataires du protocole s'engagent à en réviser annuellement les termes et, en cas de modification substantielle des éléments d'environnement, à signer les avenants nécessaires pour permettre au P.L.I.E. de toujours bien jouer son rôle.

Sa durée pourra être prorogée par voie d'avenant chaque année et ce, jusqu'au terme de la période de programmation du Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen sur décision du comité de pilotage et après consultation du Conseil d'Administration de la structure porteuse du P.L.I.E.

### 1.3 Territoire d'intervention

Le territoire d'action et d'intégration des participants du P.L.I.E. du Cambésis couvre le territoire du Cambésis, à savoir les 116 communes réparties :

- Communauté d'Agglomération de Craupré : 53 communes
- Communauté de Communes du Caudésis et du Céléstis : 46 communes
- Communauté de Communes du Pays Solesmois : 15 communes



## ARTICLE 2 - PRINCIPES D'ACTION DU PLIE ET AXES PRIORITAIRES D'INTERVENTION

Les signataires du présent protocole positionnent l'action du PLIE du Cambrésis dans l'ingénierie et la mise en œuvre de parcours individualisés d'insertion vers l'emploi, en complément et en relais de l'action du Service Public de l'Emploi, de l'Orientation et de la Formation, ainsi que des dispositifs mis en œuvre par le Département, notamment les plateformes emploi et insertion professionnelle.

Les signataires affirment en outre les éléments suivants :

- le droit pour les participants à un accompagnement à l'emploi individualisé, quel que soit leur statut ;
- la nécessité de réduire les écarts en termes d'emploi et d'insertion entre les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville et l'ensemble du territoire ;
- le rôle primordial du secteur associatif et coopératif de l'Economie Sociale et Solidaire, associé au service public de l'emploi dans la lutte contre les exclusions ;
- l'indispensable implication des acteurs économiques dans la réussite des parcours des participants ;
- le fait que la lutte contre les exclusions et le développement de l'emploi et de l'insertion soient une responsabilité partagée entre les acteurs du territoire.

Dans ce contexte d'ensemble, le PLIE du Cambrésis se déploie sur cinq axes structurants :

- accompagnement individuel renforcé ;
- mise en œuvre des étapes constitutives du parcours dans les structures d'insertion par l'activité économique ;
- ingénierie et prestations adaptées pour lever les freins à l'emploi ;
- mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion (notamment par le recours aux « clauses sociales ») ;
- animation et coordination des acteurs de l'emploi.

Les parcours vers l'emploi au sein du PLIE pourront mobiliser ces différents axes en fonction des besoins réels des participants, en conjuguant au mieux actions individuelles et actions collectives, étapes de travail et accompagnement.

Le PLIE :

- permettra la construction de parcours de qualité pour ses participants, dans le cadre d'accompagnement individualisé, adapté et évolutif ;
- renforcera la dynamique de concertation entre les différents acteurs intervenant sur les parcours afin de multiplier les interactions et ainsi favoriser les sorties sur l'emploi durable, en s'appuyant particulièrement sur les acteurs en tension et ceux en développement.

Pour cela :

- le PLIE poursuivra le travail engagé sur le précédent protocole pour affiner l'analyse des besoins des participants en parcours lors des COMités d'Accès et de Suivi ;
- le PLIE renforcera la qualité des parcours d'insertion par l'activité économique ;
- le PLIE favorisera l'accès à la formation et à la qualification de ses participants ;
- le PLIE poursuivra l'accompagnement de l'accès à l'emploi en créant notamment les occasions de concertation et en renforçant la coordination entre les acteurs.

## ARTICLE 3 - LES PARTICIPANTS ET LES OBJECTIFS DU PLIE

### 3.1 Les participants, cible du PLIE et les conditions de leur intégration

Au cœur du PLIE, il y a le participant. Il s'agit des personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle du territoire du PLIE.

Dans ce contexte, les participants du PLIE sont prioritairement :

- les personnes demandeurs d'emploi de longue durée ;
- les jeunes peu ou pas qualifiés ou en difficultés d'insertion ;

15726

- les personnes bénéficiaires du RSA ou des minima sociaux ;
- les travailleurs handicapés ;
- les habitants des territoires prioritaires ;
- toutes autres personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

Par principe, il sera recherché une parité homme/femme dans l'intégration et l'accompagnement des participants du PLIE. Un effort particulier sera conduit en faveur de l'égalité des chances et de la réduction de toutes les formes de discriminations.

Au-delà de ces éléments, l'intégration des participants dans le PLIE suppose :

- qu'ils adhèrent à la démarche d'accompagnement proposée par le PLIE ;
- qu'ils soient effectivement à la recherche d'un emploi ;

Le statut seul ne constitue donc pas en soi un critère d'entrée des participants dans le PLIE et l'orientation des publics est nécessairement assurée par les prescripteurs partenaires du dispositif. L'entrée des publics dans le PLIE du Cambrésis comme le suit des parcours et la validation des sorties sont de la responsabilité d'une Commission des parcours qui a pour but de veiller à la cohérence des parcours d'insertion mis en œuvre, d'en analyser les forces et les faiblesses et de proposer des solutions pour éviter enfin limiter les risques de rupture dans la dynamique de parcours.

Cette commission est composée de l'équipe d'animation du PLIE, des référents de parcours et d'un représentant des équipes opérationnelles de Pôle Emploi, du Département (PPLE) et de la Mission Locale.

### 3.2 Les objectifs quantitatifs

Les objectifs quantitatifs du PLIE pour la période 2015-2019 ont été fixés en tenant compte à la fois de l'offre et de la demande d'emploi sur le territoire, des résultats obtenus par le PLIE sur les protocoles précédents en termes d'intégration et de sortie, et d'un niveau des capacités des référents de parcours en charge de l'accompagnement renforcé des participants.

Dans ce contexte, le PLIE du Cambrésis se fixe pour objectif pour la période 2015-2019 :

- de poursuivre le suivi des participants en parcours au protocole précédent, d'intégrer 160 personnes nouvelles par an, soit de l'ordre de 400 personnes accompagnées par an sur la période 2015-2019, pour un objectif final d'un moins 50 % de sorties sur emploi durable ou formation ;
- Contrat à Durée Indéterminée (CDI) ;
- Contrat à Durée Déterminée (CDD) de 6 mois et plus ;
- Mission intérim en ETT (Entreprises de Travail Temporaire), quelques soient les employeurs d'agences intermédiaires ;
- Intérimaires de moins de 50 ans doivent justifier de 610 heures de travail sur les 28 derniers mois ;
- Intérimaires de plus de 50 ans doivent justifier de 610 heures sur les 36 derniers mois ;
- Emplois d'Avenir : si emploi devient en CDI de 3 ans ou CDI : sortie positive à 6 mois suivant l'achèvement ou non marchand sauf si demande spécifique de formation avec financement du PLIE ;
- Mission intérim en ETT : validation au cas par cas en comité de pilotage pour les parcours de longue durée (plus de 28 mois) ;
- Formation qualifiante ou diplômante (valable par un diplôme, titre homologué ou certificat professionnel) ;
- Création d'entreprises (y compris autoentrepreneurs).

### Typologie des publics :

Les publics cibles par les Pôles emploi du Cambrésis vers le PLIE du Cambrésis, dans le respect des critères d'éligibilité des publics sont évalués à 88 sur le total d'entrées annuel de 160 dont :

- 70 chômeurs de longue durée et
- 18 personnes en RSA PPAE.

1626

Le Département du Nord demande à l'organisme d'assurer une mission d'accompagnement à la construction du projet professionnel pour 80 personnes en file active de façon annuelle sur le territoire. Il s'agit :

- de construire et valider un projet d'emploi concret,
- de garantir une mise en situation réelle de travail,
- de garantir un accès à la formation,
- de découvrir un ou plusieurs secteurs d'activité et être confronté aux exigences de l'emploi,
- de favoriser le retour à l'emploi durable.

### 3.3 Les objectifs qualitatifs

En complément de ces objectifs quantitatifs, la PLIE en fonction de ses moyens, participera à la mise en œuvre des priorités définies par les statistiques du présent tableau :

- favoriser une analyse territoriale partagée des besoins d'accompagnement et de formation des publics prioritaires ;
- contribuer à l'animation du réseau de partenaires associés à son action ;
- participer aux plans d'actions qui pourraient être mis en œuvre sur le territoire en direction de tel ou tel public spécifique ;
- contribuer à l'orientation des publics vers le bon interlocuteur.

### 3.3.1 Organisation des parcours

La PLIE propose un parcours d'insertion professionnelle adapté à chacun avec un accompagnement renforcé et individualisé tant sur le volet social que professionnel.

Chaque participant est suivi par un référent de parcours qui veille pour le compte du PLIE du Cambrésis à la cohésion et à la continuité du parcours d'insertion de l'entrepreneur jusqu'au placement. Il gère la phase d'insertion. Le PLIE du Cambrésis coordonne l'activité des référents de parcours, gère le fichier et le tableau de bord des parcours d'insertion et anime les comités pour l'ensemble du Cambrésis. L'insertion du public dans le PLIE, le suivi et la sortie s'opèrent dans le cadre de procédures validées par le Comité de Pilotage du PLIE.

### 3.3.2 Actions d'accompagnement

Dans le cadre de cette orientation, le PLIE du Cambrésis s'attache à proposer une méthodologie d'accompagnement renforcé auprès des publics prioritaires du territoire. Cet accompagnement multidimensionnel et personnalisé permet la mise en œuvre des parcours d'insertion jusqu'à l'accès consolidé à l'emploi durable.

- Il s'agit notamment de :
  - Permettre à chaque « participant » de bénéficier d'un accompagnement individualisé par un référent de parcours ;
  - Maintenir et enrichir la dynamique collective de gestion des parcours en faisant travailler ensemble l'équipe des référents sur le suivi des parcours, les propositions de plans d'action, les situations de blocage, la dynamisation des parcours par le positionnement sur les offres, etc. ;
  - Resserrer les liens avec les entreprises du territoire pour les parcours en fin de parcours grâce au travail d'un chargé de relations entreprises et du facilitateur chargé d'insertion ;
  - Développer des ateliers collectifs permettant de créer des dynamiques de groupes ;
  - Développer des modalités d'accompagnement mêlant intervention sociale et accompagnement professionnel permettant de lever les freins à l'emploi et de faire progresser le parcours d'insertion des personnes. Ces accompagnements seront basés sur une collaboration étroite avec les référents généralistes de parcours et les travailleurs sociaux. Une cohérence entre les acteurs agissant au profit du public sera recherchée ;
  - Améliorer le diagnostic préalable à l'entrée du dispositif par un échange d'informations multi-partenaires permettant d'assurer la plus-value de l'accompagnement.

17/26

### 3.3.3 Relations avec les entreprises

Développer les relations avec les entreprises et les partenaires économiques.

Les entreprises sont le support de la mise en emploi des participants du PLIE. Dans ce cadre, il semble essentiel à un dispositif comme le PLIE, chargé de permettre l'accès à l'emploi durable à un nombre important de demandeurs d'emploi en difficulté, de développer une stratégie de relation avec les entreprises et les partenaires économiques du territoire.

Cette stratégie doit viser deux objectifs généraux :

- Répondre aux besoins immédiats et prospectifs de main d'œuvre des entreprises,
- Permettre l'accès à l'emploi durable des publics prioritaires du territoire.

Dans ce cadre, le PLIE se propose de :

- Développer une prospection ciblée des entreprises du territoire afin de favoriser le placement des participants du PLIE ;
- Préférer un réseau d'entreprises support de la mise en emploi ;
- Développer des solutions innovantes en terme de recrutement (clause d'insertion dans les marchés publics, actions ciblées, féminisation des emplois...);
- Contribuer à la mise en œuvre d'une offre de service lisible et commune entre les différents acteurs de l'accompagnement des publics prioritaires sur la relation entreprise ;
- Développer les conditions de maintien des participants au sein des entreprises.

### La Clause d'insertion

Le PLIE poursuivra le travail sur ce thème qui consiste à :

- Poursuivre la promotion de la clause auprès des donneurs d'ordre publics ;
- Accompagner les donneurs d'ordres publics à la mise en place de la clause et au suivi ;
- Accompagner les entreprises et les structures d'insertion par l'activité économique à la mise en œuvre des actions d'insertion.

### 3.3.4 Actions de formations

Favoriser l'accès à la formation et à la qualification des participants

- Favoriser la montée en compétences des participants par la mise en place d'un fonds d'aide à la prise en charge des formations individuelles ou collectives et aide à la mobilité ;
- Développer les actions de préparation des publics à l'entrée en entreprise

### 3.3.5 Insertion par l'Activité Économique

Concevoir des projets et promouvoir le développement des activités d'insertion.

Les publics prioritaires du territoire ont souvent besoin de paliers successifs et progressifs pour retrouver un emploi. Le secteur d'activité de "l'insertion par l'Activité Économique" poursuit cet objectif.

Le PLIE soutient donc :

- Développer et soutenir les initiatives permettant la mise en situation de travail des publics les plus éloignés de l'emploi : associations d'insertion, ateliers chantiers d'insertion, entreprises d'insertion, entreprises de travail temporaire d'insertion ;
- Accompagner et soutenir le développement des structures d'insertion ;
- Soutenir l'accompagnement des participants du PLIE dans le cadre des contrats de professionnalisation dans différents domaines ;
- Aider les SIAE à accéder aux marchés publics et à développer leur chiffre d'affaires ;
- Développer la formation complémentaire, les périodes d'immersion en entreprises et les poursuites de parcours dans les structures d'insertion.

## ARTICLE 4 - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU PLIE

La Présidence de l'association Cambrésis Emploi, assurant le portage extérieur du dispositif PLIE, est exercée par un élu local désigné au sein du Conseil d'Administration de Cambrésis Emploi, conformément aux statuts de l'association.

18/26



Comités de la Maison de l'Emploi en Cambrésis du Pôle Insertion Professionnelle et Lutte contre les Exclusions du Chargé de Mission, Territoire du Conseil Régional Hauts de France, et de l'équipe d'animation du PLE.

#### Mission Fonctionnement/Présidence :

Il a pour mission d'assurer la préparation des réunions du comité de pilotage et d'organiser la coordination technique des actions d'insertion mises en œuvre des personnes en difficulté par l'Etat, la Région, le Département, le Pôle Emploi, la Mission Locale du Cambrésis, etc.  
 Il met en œuvre les orientations du Comité de pilotage et recueille et analyse les éléments susceptibles de l'enrichir sur l'évolution des besoins du public cible par le PLE du Cambrésis et sur la pertinence et l'efficacité de la programmation retenue.

Il a pour mission, au regard des orientations Exps :

- d'étudier les actions proposées,
  - de vérifier le bon déroulement des actions,
  - de piloter et coordonner la mise en œuvre de ces actions,
  - de conduire l'évaluation quantitative et qualitative des actions et des objectifs publics,
  - de rendre compte de ses activités au Comité de pilotage.
- Il se réunit au moins deux fois par an.

A compter de 2018, les financeurs de prestations du Pôle Formation par « lot » (répartition d'un nombre de places déterminé pour une année civile, avec cartes et sorties permanentes) et de prestations pour des groupes de participants du PLE, sont validés au cours des réunions du Comité technique opérationnel du PLE.

#### 4.5 Le Comité d'Accès et de Suivi (COAS) du PLE du Cambrésis

L'ajoutement des entrées, des sorties dans le PLE et le suivi des parcours sont assurés par un comité d'Accès et de Suivi des Parcours.

#### Présidents :

- Conseillers de la Mission locale du Cambrésis
- Conseillers du Cap Emploi
- Conseillers de Pôle Emploi, relais pour le PLE (un par agence)
- Représentants RSA du Département du Nord
- Associations Sociales des trois UTPAS (Caudry / Le Cateau, Cambrai / Maroing, Avesnes-lez-Aulhert / Solesmes)
- Conseiller Insertion du tribunal de Cambrai pour la lutte contre la récidive
- Les SIAE (Structures d'insertion par l'Activité Economique) : ACT (Aulhert - Chantier d'Insertion), AI (Association Industrielle), EI (Entreprise d'Insertion), EITI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion)
- Les EIT (Entreprises de Travail Temporaire)
- Les 16 maires des communes du Cambrésis

#### Composition du COAS :

- la directrice du PLE du Cambrésis
  - la gestionnaire des Parcours du PLE du Cambrésis
  - les référents du PLE du Cambrésis
  - la représentante du Pôle Formation du PLE du Cambrésis
  - le Pôle Insertion Professionnelle et Lutte contre les Exclusions
  - les Conseillers de Pôle Emploi, relais pour le PLE
  - le chargé de mission formation de la mission locale, relais pour le PLE
  - les responsables des 3 UTPAS
  - les Naires et les SIAE sont invités en fonction des prescriptions reçues par COAS.
- Les invitations sont envoyées une semaine avant la commission par mail avec l'ordre du jour et les tableaux d'étude en annexe.

22/26

#### Mission Fonctionnement/Présidence :

Le Comité d'Accès et de Suivi du PLE du Cambrésis est une cellule qui a pour mission :

- de valider les entrées et les sorties du PLE,
  - de contribuer à la construction des parcours des participants, et,
  - de suivre ces parcours
- de valider les demandes des formations groupées et lots validées en Comité Opérationnel Technique et valider les demandes de formations individuelles et prestations spécifiques

Il permet de mettre autour de la table tous ceux qui peuvent contribuer à la réussite des parcours des participants du PLE du Cambrésis parce qu'ils détiennent une des clés du dispositif.

Les référents de parcours du PLE du Cambrésis et ses prescripteurs participent à cette cellule de validation qui se réunit en moyenne une fois par mois, deux mois et demi.

A partir de 2018, les entrées des participants sur le PLE pour motif d'une recherche de financement d'une formation éligible par le Pôle Formation du PLE, et des demandes de financement de formations individuelles pour les participants du PLE sont validées au cours des réunions mensuelles du Comité d'Accès et de Suivi (COAS).

#### 4.6 Le comité stratégique et la Commission de Validation du Pôle Formation (CVPF) du PLE du Cambrésis jusqu'au 31 décembre 2017

#### Composition de la CVPF et du Comité Stratégique :

#### Membres de la CVPF :

- Responsable du Pôle Formation de Cambrésis Emploi ;
- Référents du PLE ;
- une personne qualifiée, mandatée par Cambrésis Emploi.

#### Membres du comité stratégique :

- Directeur de Cambrésis Emploi
- Responsable du Pôle Formation de Cambrésis Emploi
- toute personne qualifiée, mandatée par Cambrésis Emploi
- Mission locale
- Cap Emploi
- Pôle Emploi
- PEP (Pôle Insertion Professionnelle et Lutte contre les Exclusions) de la DYPAS de Cambrai / Conseil Départemental du Nord
- Conseil Régional Hauts de France Direction Formation Permanente
- DIRECCTE
- Pays du Cambrésis - PLE

D'autres financeurs pourront être invités de façon ponctuelle en fonction des actualités (OPCA, EIT, EITI, etc.).

#### Mission Fonctionnement/Présidence :

La CVPF a pour rôle :

- D'étudier les demandes de financements de prestations\* pour les participants du PLE ;
- De valider, ajourner, ou refuser les financements ou financements par le Pôle Formation de Cambrésis Emploi de prestations\* pour les participants du PLE.

#### La cellule stratégique a pour rôle :

- D'échanger sur la mise en place de prestations\* nécessaires au public en accompagnement :

22/26



- De tenir la conférence des financeurs afin de mettre en place sur la territoire des actions communes avec différents types de publics.

\*prioritaires : actions de formations individuelles ou collectives, modules spécifiques, actions ayant un lien avec la mobilité, actions spécifiques nécessaires dans le cadre du parcours d'insertion durable, et tous types d'actions en lien avec le retour à l'emploi.

#### 4.7 La structure d'animation du P.I.E. du Cambriésis

L'équipe d'animation du P.I.E. cumule les principales fonctions opérationnelles suivantes :

- coordonner l'ensemble des actions présentées par les bénéficiaires tout sur les aspects techniques que pédagogiques. La gestion du FSE est confiée à l'équipe Gestion de l'Organisation Intercommunale - Structure prioritaire ;
- assurer la présentation des actions à l'instance de décision pour étude et validation pédagogique ;
- coordonner les différentes actions conventionnées au profit de la logique de parcours des participants, intégrer proportionnellement l'obligation de résultat assignée au P.I.E. ;
- animer le réseau des référents P.I.E. ;
- susciter tout développement nécessaire à l'attribution des objectifs fixés ;
- communiquer sur les objectifs, les moyens et les résultats ;
- rendre compte des activités au Comité de pilotage et au Conseil d'administration.

Même si la gestion des opérations relevant de la Subvention globale est confiée à l'organisme intercommunautaire dont le P.I.E. est affilié, l'équipe animation du P.I.E. participe à la gestion des opérations dans son volet pédagogique.

L'équipe d'animation du P.I.E. gère l'intégralité d'une opération si une opération retenue par son Comité de pilotage ne relève pas de la Subvention globale.

Pour ce faire, l'équipe d'animation du P.I.E. est composée :

- d'un(e) directeur(trice) (affilié(e) à temps partiel) ;
  - d'une gestionnaire des parcours ;
  - d'un(e) directeur(trice) administratif(ve) et financier(ère) (affilié(e) à temps partiel)
- Les principes d'action sont de ne pas "faire à la place de" mais de soutenir, initier, soutenir et accompagner les projets entrant dans le cadre de cet objectif.

### ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DE CHAQUE SIGNATAIRE

#### 5.1 Les engagements des intercommunalités

Les intercommunalités s'engagent à :

- assurer une dotation financière définie annuellement. Cette enveloppe participera :  
 ✓ au budget du P.I.E. mobilisable en contrepartie du FSE.  
 ✓ au budget du P.I.E. non mobilisable en contrepartie du FSE.
- participer activement à l'animation du dispositif P.I.E. et en particulier aux groupes de travail mis en place ;
- prendre en compte la problématique « insertion » dans ses politiques en matière de développement économique et de développement de l'emploi.

#### 5.2 Les engagements de l'Etat

L'Etat veille à la cohérence et à la complémentarité entre la politique de l'emploi et les actions financières au titre du P.I.E. ainsi qu'à la juste utilisation des crédits FSE.

24/26

#### 5.3 Les engagements du Département

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil départemental du Nord a infléchi fortement sa politique d'insertion en plaçant l'accès à l'emploi au cœur de ses priorités. Il s'agit d'intervenir sur l'accès à la formation et l'emploi des allocataires du RSA, en activant l'ensemble des leviers et ressources disponibles, notamment la mobilisation des entreprises et du monde économique, l'allègement de l'accès à la formation des allocataires du RSA, ou encore le financement de contrats aidés en faveur du secteur marchand. On est opérationnel, expression d'une véritable stratégie pour l'emploi, huit plateformes territoriales de l'emploi et de l'insertion professionnelle sont déployées sur l'ensemble du Département. Elles sont pilotées et appuyées en centrale par une plateforme départementale. Elles facilitent l'accès à l'emploi des allocataires les plus proches de l'emploi, tout en répondant aux besoins des entreprises.

La délibération du 13 juin 2016 fixe les modalités de mise en œuvre des nouvelles orientations de la politique d'insertion via un appel à projets 2016-2018, pour la définition de son offre d'insertion.

Dans le cadre de cet appel à projet, le Département du Nord s'est engagé dans le financement du P.I.E. du Cambriésis de 2016 à 2018 sur les axes 1, 2, 4-2 et 5-2 (pour un montant de 11340 euros) à hauteur de 186 298 € sur les 3 années, dans le cadre de conventions fixant des objectifs de parcours individualisés d'insertion vers l'emploi, mobilisant les différents outils à disposition du P.I.E. Le P.I.E. participe au Groupe Opérationnel de Mise à l'emploi, instance locale et opérationnelle des plateformes emploi afin, notamment de proposer des profils d'allocataires prêts à l'emploi.

Le Département a renouvelé son offre d'insertion par un nouvel appel à projet 2019-2021 « de l'insertion à l'emploi » afin de garantir un accompagnement individualisé aux allocataires du RSA. Pour la période 2019-2021, le Département s'est engagé à hauteur de 139 560 euros pour le P.I.E. du Cambriésis. Ce partenariat a lieu dans le cadre de convention spécifique.

Par ailleurs, le Département a formalisé ses engagements et a réaffirmé ses orientations lors du Conseil départemental, tenu le 3 juillet 2017, qui a adopté le Pacte Territorial pour l'insertion 2017-2021 (PTI). En effet, la loi prévoit que pour la mise en œuvre du P.I.E. « le Département conclut avec les parties intéressées un Pacte Territorial pour l'insertion ». Le pacte « définit notamment, les modalités de coordination des actions entreprises par les parties pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des allocataires du revenu de solidarité active ».

Le P.I.E. fédère des partenaires du Conseil départemental pour fixer leurs engagements politiques et stratégiques relatifs à la politique d'insertion et à l'aide au retour à l'emploi des allocataires du RSA. Le retour au sein d'un même document de l'ensemble des interventions en faveur des allocataires du RSA favorise la lisibilité, la connaissance mutuelle et l'articulation de ces actions. L'ARENE, représentant des P.I.E., a contribué à ce Pacte, s'engageant conjointement au Département sur 3 axes principaux :

- Mises en œuvre d'un accompagnement adapté
- Répondre aux besoins du financement des allocataires du RSA et améliorer l'accès à la formation
- Agir avec les employeurs pour l'emploi des allocataires du RSA

Parallèlement, le P.I.E. du Cambriésis développe le recours aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi, lui permettant de positionner des allocataires du RSA sur des postes de travail en insertion permanente ainsi de développer leurs compétences et leurs expériences professionnelles.

Enfin la participation du Département et du P.I.E. du Cambriésis s'inscrit dans la cogestion des crédits FSE de l'insertion couverte par l'Etat. L'accord-cadre signé avec l'Etat pour la période 2014-2020 permet ainsi de garantir une coordination des interventions des crédits FSE en faveur de l'insertion sur le département du Nord.

24/26

**5.4 Le partenariat avec la Région Nord Pas-de-Calais, puis Hauts-de-France**

Le Conseil Régional, au travers de ses politiques dédiées, mobilise des moyens spécifiques, directs ou indirects, qui sont valorisés notamment dans les parcours individualisés au bénéfice des participants du PLE du Cambrésis (emploi, formation, apprentissage, etc.).

Ces moyens sont notamment apportés

- afin de permettre la réalisation du programme d'actions du PLE du Cambrésis, visant à renforcer le lien entre l'emploi insertion et le secteur économique, et
- concernant le dispositif d'accompagnement renforcé des contrats aidés exerçant des missions ouvrières et de service dans les établissements Publics Locaux d'Enseignement.

La co-financement de la Région se concrétise notamment à travers le financement d'actions de la programmation. La Région certifie que cette contribution n'est pas pagée par ailleurs, à des financements FSE à d'autres titres. Le Conseil Régional assure ainsi une contrepartie aux fonds de l'Union Européenne pour la période 2015-2019.

**ARTICLE 6 - SUIVI ET EVALUATION**

Chaque opération ou action réalisée fait l'objet d'un bilan pédagogique, quantitatif, et financier.

L'analyse des actions menées est réalisée en réunion dans le cadre des réunions des Comités Opérationnels Techniques et présentée aux Comités de Pilotage.

L'équipe opérationnelle du PLE dresse un bilan annuel quantitatif et qualitatif du dispositif, portant sur l'ensemble des opérations et actions engagées, ainsi qu'un bilan financier validé par OCAPLE.

Cette évaluation permet d'apprécier les résultats obtenus au regard des objectifs fixés, l'efficacité de l'usage des fonds mobilisés, et d'effectuer les retours d'expérience.

Les signataires du Protocole d'accord s'engagent à assurer le suivi et l'évaluation régulières du PLE afin de mesurer et analyser « chemin faisant » :

- le respect des engagements du PLE du Cambrésis ;
- les résultats obtenus, notamment en termes d'intégration et de sorties positives, la pertinence de la stratégie mise en place ;
- l'efficacité du dispositif et de son fonctionnement opérationnel ;
- la dynamique et l'investissement partenarial.

25/26

Fait à  
Le

Pour l'Etat  
Le Préfet de Région  
Préfet du Département du Nord,

Pour la Communauté d'Agglomération  
de Cambrai  
Le Président,

Michel LALANDE

François-Xavier VILLAIN

Pour la Communauté de Communes  
du Caudrésis et du Catésis  
Le Président,

Pour la Communauté du Pays Solesmois  
Le Président,

Serge SIMON

Georges FLAMENCT

Pour le Département du Nord  
Le Président,

Pour Cambrésis Emploi,  
structure porteuse du PLE du Cambrésis  
Le Président,

Jean-René LECERF

Hubert DEJARDIN

26/26